



Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à sa visite du 3 mai 2022 sur le site de la société SARL LEFEBVRE & FILS et transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 juin 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant.

CONSIDÉRANT

que la société SARL LEFEBVRE & FILS est dûment autorisée, par arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié, susvisé à exercer des activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, de récupération de ferrailles, de regroupement, de tri et de transit de déchets industriels banals sur le site situé au n° 42, impasse de la Briqueterie à Sainte-Marguerite-Sur-Duclair (76480) ;

que lors de sa visite du 3 mai 2022 sur le site exploité par la société SARL LEFEBVRE & FILS, l'inspection a constaté l'absence de la délivrance des attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs lui ayant cédé des déchets valorisables.

que ce manquement relève d'une non-conformité à l'article D. 543-284 du Code de l'environnement qui impose que: *« Les exploitants d'installation (...) délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente, une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale ».*

que lors de sa visite du 3 mai 2022 sur le site susvisé par la société SARL LEFEBVRE & FILS, l'inspection a constaté des activités de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals en mélange pour un volume estimé à 2 000 m³ ;

que cette activité relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 *« installation de transit, regroupement, tri, ou préparations en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 (...). Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³ »* et qu'elle est exploitée sans avoir fait l'objet de l'enregistrement nécessaire en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement ;

que lors de sa visite du 3 mai 2022 sur le site susvisé exploité par la société SARL LEFEBVRE & FILS, l'inspection a constaté une activité de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de plastiques, caoutchoucs et bois, pour un volume total supérieur ou égale au seuil de 1 000 m³ ;

que cette activité relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714-1 *« installation de transit, regroupement, tri, ou préparations en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchoucs, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 (...). Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³ »* et est exploitée sans avoir fait l'objet de l'enregistrement nécessaire en application de l'article L.512-1 du Code de l'environnement ;

que lors de sa visite du 3 mai 2022 sur le site susvisé exploité par la société SARL LEFEBVRE & FILS, l'inspection a constaté des non-conformités au respect des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié susvisé et notamment :

- L'exploitant n'a pas installé de débourbeur/déshuileur pour traiter les eaux souillées provenant des différentes aires extérieures de stockage de déchets et des zones de circulation du site conformément à l'article 4.3.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié.
- les extincteurs et les deux RIA (robinets d'incendie armés) ne sont pas vérifiés au moins une fois par an, et le site ne dispose pas d'une réserve d'eau de 180 m³ pour lutter contre un incendie conformément à l'article 7.4.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié.

Qu'il y a lieu, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société SARL LEFEBVRE & FILS de régulariser sa situation administrative et de respecter les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mars 1997 modifié

susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 5111-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1 -

La société SARL LEFEBVRE & FILS, dont le siège social est situé 42, impasse de la Briqueterie - B.P. 27 - 76480 SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR et exploitant une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, de récupération de ferrailles, de regroupement, de tri et de transit de déchets industriels banals à la même adresse est mise en demeure :

- de régulariser la situation administrative de son site sis à SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR au titre des rubriques n° 2714 et n° 2716 de la nomenclature des installations classées :
 - soit en déposant un dossier de modification de ses installations ;
 - soit en réduisant au régime de déclaration l'activité de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals (DIB) en mélange (relevant de la rubrique 2716) et en procédant à leur évacuation vers les filières dûment autorisées de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égale à 1 000 m³, ainsi que les déchets de caoutchoucs, plastiques et de bois (relevant de la rubrique 2714) de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égale à 1 000 m³.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
 - dans le cas où il opte pour la réduction de l'activité au titre de la rubrique 2716 et à l'évacuation des déchets de caoutchoucs, plastiques et bois, celles-ci devront être effectives dans les trois mois (à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure) ;
 - dans le cas où il opte pour le dépôt de dossier de modification, celui-ci doit être réalisé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure.
- de respecter l'article D.543-284 du Code de l'environnement au plus tard dans un délai d'un mois, en délivrant les attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs de déchets lui ayant cédé des déchets valorisables ;
 - de respecter les articles 4.3.2 et 7.4.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié susvisé au plus tard dans un délai d'un mois. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites si :
 - l'exploitant installe le débourbeur/déshuileur et fait réaliser, par un organisme agréé, une mesure des concentrations des différents polluants (visés à l'article 4.3.5 dudit arrêté) en sortie du bassin de rétention des eaux pluviales (le rapport sera transmis à l'inspection) ;
 - l'exploitant réalise un contrôle de ses extincteurs et des deux RIA (le rapport sera transmis à l'inspection), et dispose d'une réserve d'eau de 180 m³.

Article 2 -

Pendant la durée de régularisation de la situation du site, les mesures conservatoires suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant :

- la réception d'une quantité journalière de déchets entrants est conditionnée à l'expédition d'une quantité équivalente de déchets de même nature vers un site dûment autorisé à les recevoir ;

- la transmission à l'inspection, chaque début de mois, d'un état quantitatif du stock de déchets sur site accompagné du registre chronologique des déchets réceptionnés et expédiés de son site.

Article 3 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-7-II, L.171-8-II ou L.541-3 du Code de l'environnement.

Article 4 -

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du Code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du Code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 5 -

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR pendant une durée minimum d'un mois.

Article 7 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SARL LEFEBVRE & FILS.

Fait à ROUEN, le **11 JUL. 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général adjoint,


Aurélien DIOUF